

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT, DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE LA COHESION SOCIALE  
POLE DE L'ENVIRONNEMENT/BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES.  
DAECS-PE-BIC-CT-N°2007- 225

INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

-----  
Commune de SAINS EN GOHELLE

-----  
SARL ARTOIS ENROBES

**ARRETE IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES**

*1er*  
Transmis à M. le Maire  
du G.S. de Bethune  
pour l'avis  
Douai, le 11/10/07  
P/Le Directeur

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'activité des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 9 juillet 2007 portant nomination de M. Rémi CARON en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 octobre 1979 modifié par l'arrêté préfectoral du 16 mai 1997 ayant autorisé la SARL ARTOIS ENROBES à exploiter une centrale d'enrobage sur le territoire de la commune de SAINS EN GOHELLE ;

VU la demande présentée par la SARL ARTOIS ENROBES en vue d'être autorisée à procéder à certaines modifications des conditions d'exploitation de son site sis sur le territoire de la commune de SAINS EN GOHELLE ;

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées en date du 2 juillet 2007 ;

VU l'envoi des propositions de M. l'inspecteur des installations classées au pétitionnaire en date du 31 août 2007 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 13 septembre 2007 à la séance duquel le pétitionnaire était absent ;

#### **ARTICLE 4 : DELAI ET VOIE DE RECOURS**

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement :

-La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif,

-Le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de quatre ans pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

#### **ARTICLE 5 :**

L'établissement sera soumis à l'inspection de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées chargé de veiller à ce que les conditions prescrites soient observées en tous temps, ainsi qu'à celle de M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, plus spécialement chargé de la surveillance en ce qui concerne les dangers d'incendie.

#### **ARTICLE 6 :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 7 : PUBLICITE**

Une copie du présent arrêté est déposée à la Mairie de SAINS EN GOHELLE et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté imposant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de cette installation sera affiché à la Mairie de SAINS EN GOHELLE pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de cette commune.

Ce même extrait d'arrêté sera affiché en permanence dans l'installation par l'exploitant.

#### **ARTICLE 8 : EXECUTION**

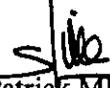
M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, M. le Sous Préfet de LENS et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la SARL ARTOIS ENROBES. et dont une copie sera transmise à M. le Maire de SAINS EN GOHELLE.

ARRAS le,

- 2 OCT. 2007



Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

  
Patrick MILLE